

Les classes moyennes dans l'espace urbain
Choix résidentiels et pratiques urbaines
The Middle Classes in Urban Space
Residential Choices and Urban Practices

Marie-Hélène Bacqué et Stéphanie Vermeersch

Villes contemporaines et recompositions sociopolitiques
Contemporary Cities and Socio-political Configurations

Volume 45, numéro 2, automne 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1023173ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1023173ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bacqué, M.-H. & Vermeersch, S. (2013). Les classes moyennes dans l'espace urbain : choix résidentiels et pratiques urbaines. *Sociologie et sociétés*, 45 (2), 63–85. <https://doi.org/10.7202/1023173ar>

Résumé de l'article

Cet article se propose de revenir sur les comportements urbains des classes moyennes à partir d'un travail empirique conduit dans la métropole parisienne. Essayant de dépasser la dichotomie entre l'ouverture sociale d'un côté et recherche de l'entre-soi de l'autre, il analyse les choix résidentiels et les pratiques de l'espace des ménages à différentes échelles. Si l'espace de résidence garde toute sa valeur sociale et de classement, les classes moyennes ont comme spécificité, tout en évoluant dans un univers de contrainte, de parvenir à utiliser les ressources d'un espace fortement diversifié, à ses différentes échelles, pour se construire un environnement résidentiel adéquat. *A contrario*, une des dimensions de la ségrégation pour les classes populaires est alors sans doute qu'elles sont beaucoup moins en capacité de jouer avec les échelles et les lieux et de mettre la contrainte à distance.



Les classes moyennes dans l'espace urbain

Choix résidentiels et pratiques urbaines

MARIE-HÉLÈNE BACQUÉ

Institut de France et
Mosaïques/Lavue UMR CNRS 7218
Université Paris Ouest Nanterre-La Défense
200, avenue de la République
92001 Nanterre Cedex
Courriel: Marie-helene.bacque@u-paris10.fr

STÉPHANIE VERMEERSCH

Mosaïques/Lavue UMR CNRS 7218
Université Paris Ouest Nanterre-La Défense
200, avenue de la République
92001 Nanterre Cedex
Courriel: stephanie.vermeersch@u-paris10.fr

LES CLASSES MOYENNES ont rarement constitué un objet de recherche en soi pour la sociologie urbaine. Pour autant, différents travaux se sont intéressés à leurs comportements sociaux et urbains en étudiant par exemple le peuplement et la vie sociale des villes nouvelles (Gans, 1962; Haumont et Chesneau, 2005), le peuplement des grands ensembles et les modalités de la cohabitation sociale (Chamboredon et Lemaire, 1970) ou encore la transformation des quartiers populaires par la gentrification et plus récemment la multiplication des communautés fermées (Charmes, 2011). La plupart de ces travaux ont privilégié l'analyse d'un type d'espace et peu ont mis en perspective et théorisé les comportements résidentiels et urbains des classes moyennes à travers ces différentes configurations. Mais il en ressort que les classes moyennes constituent des acteurs majeurs des processus de recomposition sociale des villes, soit par leurs logiques de conquête de l'espace et de domination dans le cas de la gentrification (Smith, 1986), soit par leurs logiques de fuite et d'entre-soi dans le cas des communautés fermées (Donzelot, 2004). Leurs stratégies résidentielles sont appréhendées à travers la figure de la sécession alors que d'un autre côté est défendue l'idée qu'elles seraient les garantes de la mixité sociale, notion qui s'est imposée dans les argumentaires des politiques urbaines comme dans les travaux de recherche urbaine.

Nous voudrions ici interroger plus largement les comportements urbains des classes moyennes en complexifiant cette opposition binaire sécession/mixité par l'analyse articulée de la construction de leurs choix résidentiels et de leurs pratiques urbaines à l'échelle métropolitaine et du quartier. Si les choix résidentiels représentent une dimension importante des logiques sociales qui participent à la ségrégation urbaine, nos recherches conduisent à élargir l'analyse aux pratiques urbaines. Nous montrerons que les classes moyennes présentent une multiplicité de trajectoires dans l'espace urbain qui résultent d'un ensemble de choix où s'entremêlent en particulier histoires privées et trajectoires sociales, représentations des territoires et politiques publiques. Elles articulent selon les enjeux, les lieux et les échelles une « bonne volonté sociale » les conduisant à rechercher ou au moins à accepter des situations de cohabitation et des logiques d'entre-soi et d'agrégation. La prise en compte de cette diversité de comportements qui peuvent varier pour les mêmes individus selon les sphères ou les moments de la vie permet d'interroger les modèles théoriques de la ségrégation urbaine.

I. CLASSES MOYENNES ET TERRITOIRES, DES ENJEUX DE DÉFINITION

Analyser la place de *la* ou *des* classes moyennes dans la ville implique en premier lieu un travail de définition sur ce ou ces groupes sociaux, le choix du singulier ou du pluriel renvoyant en soi à une interprétation sociologique.

En France, la notion de classes moyennes a déjà une longue histoire, en particulier du point de vue de sa mobilisation politique. Au cours de la Troisième République, à la fin du XIX^e siècle, Gambetta évoque déjà la « nouvelle classe moyenne » (Charles, 2003 ; Ruhlmann, 2001) qui désigne alors essentiellement les travailleurs indépendants. Cette question devient assez vite un thème de réflexion pour les chercheurs : en 1939, Maurice Halbwachs souligne ainsi que sous « ce nom de classes moyennes, qui est d'ailleurs pris tantôt au singulier, tantôt au pluriel, on se représente une masse assez hétérogène où sont compris bien des éléments », et il fait remonter à l'Antiquité l'existence de groupes entre les classes supérieures et inférieures.

Nouvelles classes moyennes et investissement du local

Mais c'est à la fin de la période des Trente Glorieuses que se structurent véritablement les discussions sur leur composition et leur fonction. Leur accroissement numérique est alors lié à la construction de l'État social et au développement d'une économie davantage basée sur le commerce, les services, le management et la recherche. La recherche se focalise sur les emplois d'encadrement et de management de la production (Baudelot, Establet et Malemort, 1974 ; Lipietz, 1998) ; celles et ceux qui travaillent dans ces secteurs semblant incarner le dynamisme et le progrès alors associés à la classe moyenne. De fait, il s'agit moins à l'époque de souligner la multiplicité ou la diversité des groupes intermédiaires que de travailler à situer ce nouvel ensemble social. Dans un contexte où la sociologie est dominée par le paradigme marxiste, la place et le rôle des classes moyennes font débat. Les classes moyennes salariées sont soit envisagées

comme une « nouvelle classe ouvrière » (Mallet, 1969), soit comme des fractions dominées des classes supérieures (Baudelot, Establet et Malemort, 1974; Bourdieu, 1979). À l'instar des recherches nord-américaines (Gouldner, 1979), certains chercheurs envisagent l'existence d'une « nouvelle classe » (Dagnaud, 1982; Bidou, 1984) caractérisée par un modèle culturel, des modes de consommation et porteuse d'une perspective de changement social, dont la figure des « aventuriers du quotidien » décrite par Catherine Bidou est emblématique (Bidou, 1984).

Cette « nouvelle classe », qui ne représente de fait qu'une fraction des classes moyennes, apparaît fortement liée à son empreinte territoriale, qu'il s'agisse des quartiers populaires qu'elle commence à investir et à s'approprier, ou des espaces périurbains qu'elle colore politiquement à son image. Le marquage territorial devient alors consubstantiel de cette « nouvelle » classe, théoriquement et pratiquement (Bacqué et Vermeersch, 2009). Théoriquement parce que le rapport au local est utilisé par les observateurs pour asseoir l'hypothèse de l'existence d'un modèle culturel et de modes de vie spécifiques, dont il ferait partie intégrante. Pratiquement parce que c'est justement au travers de ce que cette fraction de classe dit de son territoire local qu'elle se raconte et prend conscience d'elle-même. Le rapport au territoire est ainsi interprété comme vecteur de la constitution d'un groupe social, voire, pour certains, d'une classe.

Mais dès la seconde moitié des années 1980, l'analyse en termes de classes est délaissée au profit d'une grille de lecture développée notamment par les travaux de Mendras (1988) ou du groupe L. Dirn (1990), qui défendent la dilution des frontières de classe au profit de la thèse de la moyennisation : une grande partie des sociologues français universalise alors sa propre vision du monde, celle d'une société postindustrielle constituée d'une vaste classe moyenne qui, comprenant l'ensemble de la société française, n'aurait plus de sens comme groupe social (Bidou, 2004). Ce paradigme domine largement la sociologie française des vingt dernières années du xx^e siècle ; il est renforcé par la montée en puissance de la grille d'analyse individualiste qui favorise le développement d'analyses se focalisant sur les expériences individuelles (Dubet, 1994). Dans le débat public, le thème des classes sociales tend par ailleurs à être remplacé par celui de la précarisation et de la désaffiliation des classes populaires les plus fragiles (Castel, 1995).

Déclin des classes moyennes et sécession

Au cours de ces dernières années, c'est à la faveur de la crise économique et de ses conséquences sociales qu'a ressurgi un intérêt pour les classes moyennes. Elles ne sont plus envisagées comme un groupe pléthorique, en expansion et dynamique, mais comme un groupe en cours de désintégration et donc nécessairement pluriel : les « classes moyennes » semblent avoir perdu leur uniformité en même temps que le dynamisme qui les caractérisait. Un ensemble d'articles, d'essais et de travaux scientifiques se focalisent sur leur déclin, voire leur dérive (Chauvel, 2006) ou leur disparition (Lojkin, 2005). La confiance des classes moyennes basée sur l'assurance d'une mobilité sociale ascendante aurait ainsi cédé le pas à l'angoisse et à la peur du déclassement (Peugny, 2009).

Ce retour des « classes moyennes » sous la loupe des médias et des chercheurs participe d'un renouveau de la sociologie des groupes sociaux (Bouffartigue, 2004 ; Chauvel, 2001) et s'accompagne cette fois encore d'un débat de définition. Si l'on s'en tient aux revenus, en France, selon une définition extensive, elles rassembleraient 80 % de la population, excluant les 10 % les plus modestes et les 10 % les plus riches. Mais une approche plus restrictive limite les classes moyennes aux 40 % de la population, excluant alors les 30 % les plus modestes et les 30 % les plus riches. Avoir recours au sentiment d'appartenance n'est pas beaucoup plus utile, puisque 75 % des Français se reconnaissent comme membres des classes moyennes¹. Un découpage plus fin, par fractions de classes moyennes, tel qu'utilisé par Isabelle Cartier et ses collègues (Cartier, Coutant, Masclat et Siblot, 2008) ou par Serge Bosc (2008) serait sans doute plus pertinent pour appréhender cette nébuleuse ou cet archipel. Les classes moyennes supérieures partagent en effet des traits communs avec les classes supérieures dont elles aimeraient grossir les rangs alors que les classes moyennes inférieures sont proches des classes populaires, ouvriers et employés, et parfois des populations précarisées auxquelles elles ont si peur d'être assimilées.

Autrement dit, la notion de classes moyennes est une construction, liée aux processus de reconversion et de création de groupes sociaux qui résultent d'un effort collectif pour identifier et regrouper (Boltanski, 1982) auquel participent les sciences sociales. En suivant Paul Bouffartigue et ses collègues, nous entendrons ici les classes moyennes comme « un concept fédérateur rendant compte d'une réalité empirique, qui s'impose à l'analyse dès lors qu'elle veut embrasser du regard une configuration de groupes sociaux d'apparence disparate mais liés par la proximité de leurs positions dans l'espace social et par la similitude des questions qu'ils font naître » (Bouffartigue, Gadea et Pochic, 2011, p. 23).

Comme celles des classes moyennes conquérantes des années 1970, les analyses déclinistes des années 2000 s'inscrivent dans l'espace (Vermeersch, 2011). Qu'elles soient « gentrifieuses » ou périurbaines, les classes moyennes manifesteraient une tendance au repli, tantôt masquée par des discours de promotion d'une mixité sociale qu'elles s'empresseraient de contredire par leurs pratiques, tantôt concrètement matérialisée par des barrières à l'entrée de leurs lotissements. L'espace serait ainsi le support de pratiques d'évitement et leurs stratégies résidentielles renverraient à la fuite, au repli, voire au séparatisme social (Donzelot, 2004 ; Maurin, 2004). Alors que le projet d'installation des « aventuriers du quotidien » (Bidou, 1982) exprimait une volonté de transformation sociale des modes de vie, celui des couches moyennes contemporaines se limiterait à une volonté de réassurance individuelle dans un contexte de menace et donc de mise à distance des classes dangereuses (Jaillet, 2004, p. 53) et serait à la base de la dualisation des métropoles contemporaines.

Plusieurs travaux portant sur les évolutions sociales des espaces urbains ont au contraire montré que les classes moyennes restent inscrites dans la mixité résidentielle

1. Sondage TNS SOFRES, 2005.

et que leurs comportements résidentiels diffèrent selon les groupes (Préteceille, 2009). Nombre d'analyses portant sur les quartiers petits-moyens ou sur les processus de gentrification se sont par ailleurs attachées à décrire des situations de cohabitation sociale. Nous voudrions les prolonger et dépasser les stéréotypes en complexifiant l'analyse par l'étude conjointe des choix résidentiels et des pratiques sociales.

2. AU-DELÀ DES STÉRÉOTYPES

La dimension territoriale apparaît en effet centrale dans les analyses, voire les définitions des « nouvelles classes moyennes » des années 1970 comme dans les analyses contemporaines. Il nous a semblé opportun de repartir de ce rapport des classes moyennes aux territoires qu'elles habitent et qu'elles pratiquent pour mieux comprendre ce qu'elles recouvrent aujourd'hui.

Nos travaux précédents avaient déjà mis en évidence que les comportements urbains des classes moyennes ne pouvaient se réduire ni au repli ni à la recherche de diversité sociale. Travaillant sur une opération d'habitat alternatif, nous avons montré qu'une attitude apparente de repli, y compris par rapport au quartier, pouvait accompagner un projet fondé sur l'ouverture sociale (Bacqué et Vermeersch, 2009). Analysant un processus de gentrification où de nouveaux habitants investissaient un quartier ancien parisien au nom de la recherche d'une diversité sociale, voire d'un exotisme social et culturel, nous avons à l'inverse mis en lumière des pratiques d'entre-soi (Bacqué et Fijalkow, 2009). Dans les deux cas, non seulement la dérive ne correspondait pas à la réalité vécue des aventuriers du quotidien que nous avons rencontrés, ainsi que de leurs héritiers, mais du même coup la linéarité entre une trajectoire sociale déclinante et une trajectoire résidentielle tout entière fondée sur le repli ne nous semblait pas représentative de la diversité que le pluriel des « classes moyennes » pouvait laisser entrevoir. Plus, ce pluriel même nous était apparu comme essentiel, voire consubstantiel aux « classes moyennes » (Bacqué et Vermeersch, 2007).

Nous avons donc prolongé ces travaux dans le cadre d'une recherche franco-britannique conduite à Paris et à Londres à partir d'un travail empirique mené sur cinq quartiers dans chacune de ces métropoles, situés tout à la fois dans les centres et en périphérie, en proche et lointaine banlieue, afin de pouvoir appréhender des pratiques et des modes d'habitat diversifiés. Nous ne rendons compte ici que de l'analyse des quartiers français. Dans le cas parisien, nous avons sélectionné un quartier central hyper gentrifié (dans le 9^e arrondissement), deux communes de la proche périphérie, l'une plus populaire et connaissant une amorce de gentrification (Noisy-le-Sec), l'autre plus bourgeoise (Le Raincy), deux communes périurbaines, l'une aisée (Châteaufort) et l'autre accueillant un quartier périurbain typiquement classes moyennes des années 1970 et aujourd'hui en déclin (Breuillet). Nous y avons réalisé près de 200 entretiens semi-directifs auprès de ménages répondant à différents critères : la catégorie socio-professionnelle (essentiellement des professions intermédiaires, des cadres moyens, mais également des cadres supérieurs et des professions intellectuelles supérieures), le statut du logement (en accession à la propriété pour la plupart, mais également en

logement social dans ses fractions les moins précaires), une fourchette de revenus permettant d'aborder une diversité de situations. Lors de ces entretiens, les individus étaient invités à retracer leur parcours résidentiel, leur rapport au quartier d'habitation, à détailler leurs pratiques quotidiennes, leurs modalités d'engagement associatif, et politique le cas échéant. Il leur était aussi demandé de réagir à un ensemble de photographies représentant les autres quartiers.

Nos réflexions sont aussi nourries d'une recherche effectuée dans un quartier « ordinaire » (Vermeersch, 2011) d'une commune de proche banlieue, anciennement populaire et stigmatisé, mais qui voit arriver des ménages de « classes moyennes » de plus en plus aisés depuis une dizaine d'années (Fontenay-sous-Bois), ainsi qu'au sein du quartier de la Goutte d'Or à Paris, populaire, mais en voie de gentrification.

3. LA CONSTRUCTION DES CHOIX RÉSIDENTIELS DES CLASSES MOYENNES

L'un des premiers enseignements de ces recherches convergentes sur la question des choix résidentiels des classes moyennes est l'impossibilité de réduire la grille d'interprétation à une opposition entre attitudes d'ouverture et de fermeture sociale ainsi que d'inférer des pratiques, voire des visions du monde, à partir de choix territoriaux. Si l'espace est, dans ses différentes dimensions, une composante essentielle des choix résidentiels, il n'en donne ni n'en détermine toutes les clés.

L'un de nos terrains, la ville du Raincy, petite commune du département de la Seine-Saint-Denis (93)², le plus pauvre de la région parisienne, nous semble particulièrement illustratif de ce point de vue. Le Raincy est parfois surnommé le « Neuilly du 93 », en référence à la ville bourgeoise de l'Ouest parisien, berceau et symbole de nombreuses familles de la haute société française. La ville s'est en effet développée à partir d'un lotissement huppé construit à la fin du xviii^e siècle, lieu de villégiature de la bourgeoisie parisienne. Elle est encore composée pour partie de grandes demeures de facture bourgeoise, donnant ainsi une image décalée au regard du département auquel elle appartient et des communes qui l'enserrent, caractérisées par les grands ensembles ou par un tissu pavillonnaire populaire. Si la composition sociale du Raincy n'est pas comparable à celle de Neuilly, le contraste social, urbain et ethnique avec l'environnement local est néanmoins patent : le revenu moyen au Raincy est de 36 917 € par foyer fiscal pour 19 789 € en Seine-Saint-Denis³ ; alors que la Seine-Saint-Denis est un territoire fortement marqué par l'immigration, Le Raincy accueille peu de populations maghrébines et sub-sahariennes. S'ajoute à cela une politique municipale qui fait parler d'elle : Le Raincy fut ainsi la seule ville de France à déclarer un couvre-feu lors des émeutes dans les quartiers populaires en 2007 ; son Maire de droite a par ailleurs déclaré publiquement préférer payer une taxe que de construire de l'habitat social.

Ce rapide portrait dessine les contours d'un petit « village de Gaulois », et l'on s'attend à y trouver des trajectoires résidentielles marquées par la volonté de protection

2. 2,24 km² et 13 622 habitants.

3. Le revenu moyen de Neuilly est de 83 835 €.

et de repli. Les entretiens sont venus souligner que cette image correspondait à une partie de la réalité, mais une partie seulement. S'installer au Raincy signifie effectivement participer d'une dynamique bourgeoise et sinon mettre à distance les quartiers populaires environnants, du moins contrôler la proximité avec leurs habitants. Plus que le repli, c'est en effet l'idée de la ville contrôlée qui est ici importante. Car les habitants que nous avons rencontrés ne cherchent pas à éviter à tout prix les contacts avec les milieux populaires. Que ce soit pour faire les courses, pour des activités associatives ou pour les activités des enfants, sillonner les villes alentour et rencontrer leurs habitants ne leur pose pas de problème. Pour nombre d'entre eux, exerçant dans le public — des enseignants, des médecins hospitaliers, des infirmières — la précarité du quotidien de nombreux habitants du département constitue même le cœur de leur sphère professionnelle, et c'est au regard de cette réalité que le choix résidentiel doit être compris, à l'instar de ce médecin à l'hôpital de Gonesse :

C'est extrêmement pesant, d'ailleurs j'ai besoin de changer de cadre de vie quand je rentre du travail, c'est sûr. C'est très pesant (...)

Habiter au Raincy ne signifie pas évoluer dans une bulle dont on ne sortirait jamais. De nombreuses trajectoires résidentielles s'effectuent au sein même de la Seine-Saint-Denis, et c'est au regard de la réalité sociale du département qu'elles prennent sens, soit que les individus y aient grandi, y gardent des attaches familiales et amicales, mais désirent se préserver des dimensions les plus insécurisantes, soit qu'ils y partagent le quotidien de populations précaires dans le cadre de leurs activités professionnelles. Dans ce contexte, le Raincy offre un cadre de vie « tranquille », c'est-à-dire dans un environnement sûr au regard des réalités sociales environnantes auxquelles on est ou on a été confronté. Le désir d'offrir aux enfants un cadre de vie jugé « privilégié », toujours par rapport aux quartiers alentour, est aussi central. Sans minorer l'importance de la quasi-absence de populations immigrées dans la construction de ce sentiment de « tranquillité », il faut néanmoins, avant d'avoir recours à un registre de la sécession pour analyser les pratiques, prendre en compte la pluralité des contextes sociaux auxquels les habitants sont confrontés et avec lesquels ils ont à s'arranger. Nous avons d'ailleurs rencontré des arrangements auxquels nous ne nous attendions pas : un certain nombre d'interviewés ont par exemple fait intervenir dans leur choix du Raincy le désir de maintenir leurs enfants dans des écoles publiques, ce qui ne leur semblait pas possible dans des contextes urbains plus dégradés.

On le comprend à travers cet exemple du Raincy, le choix du lieu d'habitat représente pour les ménages des classes moyennes une façon de se positionner dans l'espace socio-urbain à la fois en termes de type de voisinage, de mode de vie et de pratiques sociales, y compris scolaires, et ce positionnement est rarement lisible ou catégorisable *a priori*. Comment s'effectuent ces choix ? À la croisée de quelles motivations ?

Choix résidentiels, habitus, stratégies et arbitrages

Pour approcher les ressorts des choix résidentiels, nous mobilisons un appareillage théorique diversifié. Nous appréhendons les choix résidentiels comme des construits,

résultant de l'entrelacement de logiques différentes, non fixés une fois pour toutes mais susceptibles d'évoluer au cours de l'existence des individus. Cette perspective constructiviste suppose un travail de la part des individus pour produire la réalité à partir des connaissances qu'ils en ont. Nous mobilisons par ailleurs la notion d'*habitus* qui entend que les choix sont en partie programmés, structurés par la répartition des différentes formes de capitaux que possèdent les individus, voire que possédaient leurs parents (Bourdieu, 1982). L'intérêt du concept d'*habitus*, en tant que disposition structurée structurante, est de tracer un pont entre le passé et le futur, les dispositions incorporées dans l'enfance étant considérées comme structurantes pour les projets à venir. Il permet d'appréhender les formes de reproduction des pratiques et goûts culturels (Bourdieu, 1979) et ici les rapports à l'habitat. Une forme d'*habitus* (Bonvalet et Gotman, 1993) agissant sur les choix résidentiels s'observe ainsi en ce qui a trait au type de logement, au type de quartier et au type d'environnement, *habitus* structuré par le type d'habitat connu dans l'enfance, de façon plus large par les milieux résidentiels importants et marquants et par les « flux de socialisation » :

Moi je voulais élever mes enfants à la campagne parce que j'ai été élevée à la campagne, j'en ai gardé des souvenirs merveilleux; donc je voulais que mes enfants sachent ce que c'est qu'une prairie avec des chevaux. (Jacqueline⁴)

Cet *habitus* résidentiel porte les individus vers des milieux connus et familiers, et agit un peu à la façon d'un « mode d'emploi » (Fortin, 2010, p. 292) personnel de certains espaces, qui permet de s'y sentir à l'aise. Néanmoins, il n'est pas déterminant : « la famille, en somme, donne des cartes, utilisées ou non, sans que le même jeu doive nécessairement être rejoué » (Bonvalet et Gotman, 1993, p. 17) et c'est cette possibilité de non-reproduction, les petits arrangements, les « débrayages » possibles par rapport à l'*habitus* (Bidou, 1996), la possibilité d'écart par rapport à ce qui est censé advenir, auxquels il faut, nous semble-t-il, laisser place dans l'analyse. C'est pourquoi aux côtés de l'*habitus* nous utilisons les concepts de stratégies, mais aussi d'arbitrages. Dans la lignée de travaux français (Authier, Bonvalet et Lévy, 2010), nous considérons en effet que les choix résidentiels « résultent d'arbitrages complexes qui engagent différentes dimensions de l'existence et de la vie sociale des individus et des ménages ». Quant aux « stratégies », elles ne renvoient pas nécessairement à la mise en œuvre d'un plan clair en vue d'atteindre un objectif précis. Il s'agit davantage de mettre l'accent sur la marge de manœuvre des individus.

Compte tenu de l'ensemble des logiques qui entrent en jeu dans le choix résidentiel et sur lesquelles nous allons revenir, le champ des possibles est, pour les ménages de classes moyennes que nous avons rencontrés, relativement ouvert. Le sentiment d'appartenance aux classes moyennes se construit en partie sur l'articulation entre l'existence d'un choix — choix entre des villes différentes, entre des quartiers différents, entre des logements différents — et la contrainte qui pèse sur ce choix : compte tenu des capitaux économiques dont elles disposent, tout n'est pas possible. Dans cette

4. Hôtesse de l'air en retraite, 61 ans, deux enfants, à Châteaufort depuis 34 ans.

perspective, les classes supérieures se caractériseraient davantage par le fait d'être en capacité de faire coïncider projet résidentiel « idéal » et choix, et les classes populaires par une contrainte maximale réduisant la possibilité de choix.

Les stratégies résidentielles renvoient donc au travail d'arbitrage et de compromis (Bertaux-Wiame et Gotman, 1993) effectué par les individus et les familles, entre différentes logiques, en vue de réaliser un projet résidentiel, sur la base d'un habitus résidentiel retravaillé par les expériences individuelles qui peuvent amener à effectuer des choix différents de ceux qui auraient été faits sur la base de la seule socialisation familiale primaire. Ces dissonances peuvent être liées au milieu professionnel, aux rencontres amicales et amoureuses et surtout à la rencontre de l'habitus résidentiel du conjoint s'il est différent, ou encore à une mobilité sociale qui fait évoluer les aspirations résidentielles initiales. Les choix résidentiels ne sont ainsi pas déterminés et fixés une fois pour toutes par la socialisation primaire (Berger et Luckmann, 1996), mais sont susceptibles d'évoluer au cours de l'existence.

Ainsi, outre le fait que les choix résidentiels et les trajectoires qu'ils dessinent sont de véritables constructions, puisqu'il s'agit pour les familles et les individus d'arbitrer entre les désirs liés à l'habitus résidentiel, aux logiques familiale, professionnelle, économique et sociale, le tableau qui se dessine est fondamentalement dynamique et le terme de « trajectoire » prend ici tout son sens. Les choix engagent le passé, à travers l'habitus, et le futur puisqu'il s'agit également de trouver un lieu qui permette de réaliser le projet social que l'on a pour soi et sa famille, ses enfants. La trajectoire résidentielle est tout entière tendue entre ces deux pôles (Vermeersch, 2011).

Si certains travaux récents mettent fortement l'accent sur les contraintes qui pèsent sur les « classes moyennes » (Chauvel, 2006 ; Maurin, 2009), notre travail empirique montre néanmoins que les marges de manœuvre existent dans les choix résidentiels ; les différentes logiques qui rentrent en ligne de compte ne sont pas hiérarchisées de la même manière chez tous, cette hiérarchie renvoyant, nous l'avons dit, à des différences de niveau de capital ou de structure de capital (Bourdieu, 1979), mais également à d'autres ressorts collectifs et individuels. La forte augmentation des prix de l'immobilier à Paris depuis le début des années 2000 a en particulier des incidences sur les familles parisiennes désireuses d'accéder à la propriété et/ou de vivre dans un logement plus grand (la plupart du temps en lien avec l'arrivée d'un second enfant), puisqu'elle les « contraint » à passer « de l'autre côté du périph' » (Vermeersch, 2011). Dans le contexte parisien qui est historiquement construit dans une double opposition, ville centre/banlieue et Ouest/Est, cette contrainte est loin d'être anodine, mais elle s'accompagne du déploiement d'autres modalités de choix, dans des quartiers populaires en voie de gentrification, dans des quartiers moyens ou bourgeois en voie d'extension, en banlieue ou en situation péri-urbaine.

Arbitrer entre des logiques multiples

La logique familiale est le premier aiguillon de l'arbitrage, dans la mesure où elle est la plupart du temps le déclencheur du désir de déménager : l'arrivée du premier enfant,

et encore plus fréquemment du second, rend difficile la coexistence dans un logement jusqu'alors dévolu au seul couple et simultanément ouvre la question du patrimoine à transmettre. On veut dès lors vivre dans plus grand et devenir propriétaire. Mais l'on peut également inclure dans la logique familiale des questionnements plus larges tenant à l'éducation des enfants, les définitions de ce que peut être un environnement propice variant d'une famille à l'autre. Ces choix contrastés sont illustrés par les deux extraits d'interviews suivants :

L'avantage principal du Raincy, c'est que c'est très pratique pour élever des enfants (...) bon, il y a bien entendu crèches, écoles, classes préparatoires (...). Il y a une piscine olympique ... il y avait une patinoire, il y a un conservatoire de musique, de danse, il y a tous les sports possibles, il y a un club de tennis. Et donc les enfants peuvent tout faire à pied, le Raincy est une petite commune, il y a 13 000 habitants, elle est très peu étendue d'un point de vue géographique hein, (...) donc les enfants peuvent se déplacer à pied sans aucun problème, de la maternelle à la classe préparatoire. (Odile⁵)

Vous savez quand un dimanche matin vous avez des petiots dans un petit appart et que ça saute dans tous les sens et qu'il pleut dehors et que de toute façon y a pas de square, on fait quoi? Donc c'était le Louvre. Faut chercher un truc abrité, grand. Y en a qui vont dans les centres commerciaux, j'avais pas envie de me les taper. Le Louvre, ça m'allait tout à fait. Donc la vie à Paris, les enfants ont survécu! (Hervé⁶)

Ce projet proprement familial inclut également la prise en compte de la proximité des parents, à présent grands-parents, qui constituent parfois une aide dont le ménage ne peut se passer, au quotidien (Attias-Donfut, 2008).

La logique professionnelle, quant à elle, est un « facteur déterminant des trajectoires résidentielles » (Authier, 2010, p. 20), non seulement à travers la mobilité liée au fait de changer de ville ou de région pour trouver un travail, mais également à travers la nécessité de ne pas trop allonger la distance logement-travail, qui est un souci récurrent des ménages parisiens cherchant à déménager. Or, l'accession à la propriété et à la maison individuelle est le principal facteur de l'éloignement du lieu de travail, notamment en région parisienne (Baccaini, 2002). Dès lors, cette logique s'exprime dans les choix résidentiels à travers l'importance de l'accessibilité des lieux : ce qui compte est moins la distance que le temps mis à la parcourir et le type de moyen de transport à disposition. C'est ainsi qu'une de nos communes située en proche banlieue, Noisy-le-Sec, a vu arriver en plus grand nombre des ménages parisiens à partir du moment où elle a été desservie par une ligne du réseau express régional⁷.

5. Professeure de sociologie à l'université, 60 ans, mariée, deux enfants, arrivée au Raincy à la fin des années 1970.

6. Musicien, 50 ans, marié, trois enfants, dans le même logement du 9^e arrondissement de Paris depuis ses 19 ans.

7. Jusqu'en 1998, Noisy était reliée à Paris par une ligne de train qui desservait la Gare de l'Est. Le RER E a alors mis la ville à 10 minutes du centre de Paris et d'un nœud de transport important (Hausmann-Saint-Lazare).

La logique économique entre bien évidemment rapidement en ligne de compte, puisqu'elle borne le champ des possibles en définissant les espaces où l'achat est possible, et celui où il ne l'est pas.

J'ai toujours été locataire à Paris, pour acheter, j'ai dû traverser le périphérique. (Sandrine⁸)

Néanmoins, même de ce point de vue, subsiste la possibilité d'un arbitrage : certains préfèrent acheter un appartement plus petit et rester dans Paris. Ainsi Michèle a tenté de s'installer en banlieue proche (Créteil) pour acheter un appartement, lorsqu'elle était jeune avec des enfants en bas âge et n'avait pas encore le pouvoir d'achat pour acquérir une grande surface dans le 9^e, où elle avait grandi. Elle présente cette expérience comme « un exil de cinq ans ». À l'entrée au collège de sa fille aînée, elle est revenue dans le 9^e pour acquérir un logement plus petit mais qui est vécu comme une amélioration de sa situation résidentielle. À l'inverse, Delphine⁹, habitante de Noisy, ne se sentait pas du tout prête à refaire l'expérience de l'exiguïté avec ses enfants après avoir connu de spacieux espaces en province.

La logique sociale recouvre différentes dimensions dont, en premier lieu, le projet social des individus. On sait combien, dans les milieux de la grande bourgeoisie, la reproduction d'une place sociale héritée implique l'élaboration de nombreux garde-fous destinés à protéger les enfants d'éventuelles mésalliances (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1989). Si tous les groupes sociaux ne mettent pas en place des instruments aussi élaborés, de nombreux individus manifestent le désir soit de s'élever eux-mêmes par rapport à leurs parents, soit de permettre à leurs enfants, sinon de s'élever, au moins de ne pas être déclassés. Or, le territoire participe aujourd'hui fortement de l'identification sociale et est donc susceptible de jouer un rôle dans un projet d'ascension sociale, pour certains même de façon plus importante que le travail, « Comme si, pour établir la position sociale de quelqu'un, on ne lui demandait plus « que faites-vous dans la vie » mais « où habitez-vous « ? » (Ogg, 2010). Certains l'expriment même tout à fait clairement :

J'avais de l'ambition, j'ai choisi Le Raincy parce que ça faisait mieux. (Luc¹⁰)

Dans cette perspective, le contexte résidentiel est une autre dimension de la logique sociale, qui joue sur plusieurs plans. Les individus et les familles le choisissent avec attention dans la mesure où leur mode de vie est susceptible d'être profondément affecté par ce qui s'y déroule (Coing, 1966 ; Bidou-Zachariasen, 1996). Ce choix s'effectue donc en fonction de leurs propriétés sociales (CSP, position dans le cycle de vie), mais également selon leurs aspirations, pour eux et pour leurs enfants, c'est-à-dire selon leur « identité et trajectoires projetées » (Authier, 2010). De surcroît, au-delà même des contextes résidentiels en eux-mêmes, c'est la manière dont les individus les perçoivent et dont ils perçoivent leur évolution qui est importante dans le choix

8. Contrôleur aérien, 44 ans, deux enfants, à Noisy depuis 2009.

9. Cadre dans le secteur public régional, 37 ans, mariée, 3 enfants, arrivée à Noisy fin 2004.

10. Commerçant, 45 ans, marié, deux enfants, au Raincy depuis 20 ans.

(Authier et Lévy, 2010), et là également sont impliquées non seulement l'identité sociale acquise mais aussi celle projetée. Enfin, nous pouvons inclure la logique scolaire comme une dernière dimension de cette logique sociale, dans la droite ligne de ce que nous venons de souligner sur l'identité projetée. Agnès Van Zanten a mis en lumière cette interaction entre dynamiques urbaines et dynamiques scolaires (Van Zanten, 2010) : « Les choix éducatifs des familles sont guidés par des considérations qui dépassent largement le champ scolaire en intégrant par exemple des arbitrages entre qualité du logement et qualité des établissements » (*ibid.*, p. 166). La pression existant aujourd'hui au sein des familles françaises sur les résultats scolaires des enfants, dans un contexte de relation forte entre la localisation géographique et l'établissement scolaire d'affectation joue logiquement en faveur d'une interaction entre la logique scolaire et la logique résidentielle.

Enfin, au sein de ce travail de construction, nous voudrions mettre l'accent sur une dernière dimension souvent peu prise en compte, que les entretiens et les commentaires sur les photographies nous ont permis d'identifier : celle des représentations de l'espace urbain et des imaginaires dont il est le support. Ces imaginaires sont situés socialement, géographiquement et historiquement. Ils sont mobilisés par différents acteurs comme les promoteurs immobiliers qui jouent ainsi sur une image liée à des aspirations. Nous en avons dégagé plusieurs types. *Le village dans la ville* renvoie à l'image de la centralité et de ses avantages en termes d'aménités urbaines. Il fonctionne sur l'idée de proximité, proximité sociale en termes de réseaux de connaissances et proximité des services avec l'idée que tout est accessible à pied. L'entité du quartier est mise en avant comme ancrage identitaire. *La belle banlieue* correspond au modèle des lotissements bourgeois construits autour de Paris pendant le Second Empire, en particulier la « ville parc ». Elle offre un cadre perçu comme reposant, des espaces publics verdoyants, une maison et un jardin. Situés à proximité de Paris et bien desservis, ces quartiers sont essentiellement résidentiels, mais articulés avec des pôles de centralité de banlieue. *Le village rural* est un espace protégé, de petite échelle, dans un cadre périurbain, mais surtout rural. Le paysage et la nature sont ici valorisés. Il correspond au modèle du club résidentiel décrit par Éric Charmes (2011), à un fonctionnement de quasi-copropriété. Il offre aussi un cadre reposant et d'entre-soi. Cette typologie n'est pas exhaustive, mais elle permet de montrer que la consistance urbaine des espaces choisis est loin d'être anodine. Ainsi, Colin habite au Raincy, qui s'apparente au modèle de la belle banlieue, et a grandi dans un village. De ce dernier, il a gardé une aspiration à la tranquillité, mais son parcours personnel et sa jeunesse l'attirent vers Paris et sa centralité. Du coup, la belle banlieue à proximité de Paris constitue pour lui un parfait compromis.

Bien sûr, beaucoup de quartiers ne correspondent complètement à aucun de ces imaginaires : c'est le cas du centre-ville de Noisy-le-Sec en Seine-Saint-Denis, ou du Val de Fontenay à Fontenay-sous-Bois dans le Val-de-Marne. Situés en banlieue proche, mais pas en première périphérie, ces quartiers sont trop éloignés du centre de la capitale pour correspondre à l'idéal du village dans la ville. Banlieues encore popu-

lares même si en transformation, elles ne correspondent pas non plus à l'idéal de la belle banlieue. Mais elles offrent des possibilités d'accession à la propriété de maisons ou d'appartements avec terrasse, dans une distance à la centralité acceptable. Les ménages des classes moyennes arrivant à Noisy-le-Sec ou à Fontenay font le plus souvent ce choix par défaut, tant les représentations sociales de la capitale et de sa banlieue sont inversées, pour des raisons tenant autant à des conditions objectives (le taux d'équipements culturels, commerciaux, ludiques parisiens n'a son égal dans aucune commune de banlieue, pour ne citer que cet exemple) qu'à une image négative de la banlieue et à une association historique et sans cesse renouvelée aux classes populaires et à l'insécurité. Ils ont souvent en tête un idéal type, en l'occurrence le village dans la ville. Ayant renoncé à certaines de ces avantages — l'hypercentralité —, ils tentent cependant d'en reconstituer d'autres, parfois avec succès, comme pour la création d'intenses réseaux de sociabilité (Bacqué, Charmes et Vermeersch 2013).

Au total, les individus sont actifs dans leurs choix résidentiels, ils arbitrent entre différentes logiques, entre les différents habitus des conjoints. La position socio-économique donne rarement à elle seule la clé des choix qui sont donc à lire à l'aune de leur marge de manœuvre et des arbitrages et compromis qu'ils effectuent. Si les logiques d'agrégation et d'entre-soi sont bien réelles au sein des classes moyennes, elles composent avec d'autres logiques. Nous avons ainsi rencontré des ménages aux profils sociaux identiques ayant fait le choix du village dans la ville, du village rural ou de la belle banlieue.

4. LA CONSTRUCTION DES PRATIQUES QUOTIDIENNES : ANCRAGES, ÉVITEMENTS ET MOBILITÉS

Le rapport au territoire des groupes sociaux ne saurait être appréhendé à travers les seuls lieux de résidence ; il implique aussi un ensemble de pratiques urbaines et de représentations. Comme les choix résidentiels, les pratiques urbaines des classes moyennes ne sont pas unifiées et ne renvoient la plupart du temps ni au seul repli ni à la seule bonne volonté sociale ou à la recherche de diversité : elles se définissent par un ensemble de choix d'engagement ou d'évitement qui peuvent varier selon les enjeux et les échelles : la proximité résidentielle et parfois l'engagement dans de mêmes réseaux politiques peuvent aller de pair avec des pratiques de loisir décentrées ou des logiques d'évitement scolaire. Les individus modulent ouverture ou entre-soi selon les sphères de leur vie et tout au long de leur trajectoire de vie. La typologie des réactions individuelles au mécontentement élaborée par Albert Hirschman qui montre que les individus ont trois choix à leur disposition, la défection, la loyauté ou la prise de parole, nous semble heuristiquement fructueuse pour appréhender ces pratiques, en ce qu'elle permet « de penser en termes de relation toute une palette d'attitudes possibles, en les situant dans leur régime de contraintes organisationnelles et structurelles (Bennami-Chirani, 2009, p. 233).

Ce bricolage permet aux membres des classes moyennes de travailler leur identité sociale, de la réajuster quand elle ne correspond pas tout à fait à leur idéal social, de

faire cohabiter ainsi plusieurs ancrages sociaux en mobilisant en particulier différentes échelles de la métropole et une mobilité urbaine choisie.

Ancrages et mobilités

Comme l'ont montré d'autres travaux, ancrage et mobilité urbaine ne constituent pas des modes opposés d'habiter, mais vont au contraire de pair (Authier et Lévy, 2002; Remy, 1996). L'ancrage au quotidien, c'est-à-dire le fait d'effectuer une grande partie de ses activités dans sa ville ou son quartier, mais également l'ancrage au long cours qui suppose que le quartier ou la commune est devenu un espace d'attachement et de référence essentiel que l'on ne désire plus quitter, ne signifient pas que l'on y fasse tout. En région parisienne, la juxtaposition d'espaces sociospatiaux très divers permet aux classes moyennes d'avoir une pratique des espaces « à la carte » (Vermeersch, 2011) : elles prennent ce qui leur convient dans les espaces autour de leur lieu de résidence, montrant qu'elles peuvent être attachées à la fois à un ancrage local et tout autant à des mobilités qui les font participer à d'autres types d'espaces et partant à d'autres types d'identités sociales.

En particulier, les habitants de la proche banlieue se disent soucieux de leur espace local, mais ils le sont tout autant des possibilités de mobilité qu'il leur offre. Karine¹¹ par exemple habite depuis quatre ans à Noisy-le-Sec et les possibilités de mobilité ont été déterminantes dans son choix :

l'achat, le budget et la desserte en transports en commun (...) la proximité de Paris aussi parce que pour nous c'était impossible d'aller vivre en banlieue parisienne, en Île-de-France, sans pouvoir continuer à profiter de Paris et notamment de tout ce qui est culturel.

Elle a rapidement cherché à investir des structures locales afin de rencontrer des Noiséens, à l'instar de l'AMAP¹²

Ça c'est aussi un moyen de rencontrer, pour moi c'était important l'AMAP, nous on avait été sur une AMAP sur Paris et là tu rencontres vraiment les gens de ton quartier, et c'est ça dont on avait envie nous.

Julie trouvait quant à elle la banlieue « repoussante » et quand elle a cherché une maison, elle était guidée par « l'obsession métro ». Au bout du compte, aujourd'hui :

avoir tout à portée de main, faire tout à pied ou en vélo (...) même les activités des enfants et d'avoir de l'espace, qu'on ne pourrait pas avoir à Paris de toute façon, d'avoir nos copains, enfin chaque fois qu'on se le dit... on trouve tout... on a une bonne qualité de vie... on est à trente minutes de notre boulot (à Paris), on peut l'atteindre en vélo.

Finalement, elle a « l'impression d'être à une station de métro de Paris », et envisage dorénavant Noisy comme un « appendice de Paris ».

11. Assistante sociale, 37 ans, deux enfants, à Noisy depuis quatre ans.

12. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne : il s'agit de regroupements de consommateurs achetant directement leurs légumes à des producteurs.

Ces interviewés veulent pouvoir se rendre à Paris rapidement mais sont simultanément en recherche de repères et d'ancrage dans leur quartier, et cherchent à rencontrer d'autres habitants.

La mobilité coexiste avec le développement de proximités, elle peut même les conditionner, comme nous avons pu le constater à Châteaufort, village périurbain au sud de Paris. Ce petit village très homogène socialement offre en effet à ses habitants un cadre de vie privilégié et sécurisant, auquel ils sont très attachés.

Il y a un très fort sentiment d'appartenance à ce petit village, c'est marrant hein? Les gens se connaissent, c'est quand même hyper convivial (...) on s'est rencontré au fil des années avec les enfants, puis la copine de la copine, c'est vachement important, pas communautaire mais assez solidaire, assez voilà tiens je fais un truc tu passes. (Angèle¹³).

Ils effectuent néanmoins la plupart de leurs activités à l'extérieur : ils sortent de Châteaufort pour faire leurs courses, pour emmener les enfants au collège et au lycée, pour la plupart des activités extra-scolaires, pour leurs loisirs... Plus, le fait que Châteaufort ne dispose que de très peu d'équipements collectifs et commerciaux leur garantit une forme d'entre-soi, puisque du même coup aucun habitant extérieur au village n'est susceptible de venir y faire ses courses, jouer au tennis, aller au cinéma, etc. L'ancrage est ici adossé à la possibilité même de la mobilité : on se sent d'autant mieux dans son village qu'on y vit entre personnes connues. Ainsi Jacqueline¹⁴ :

savoir que mes enfants pouvaient être rassurés et moi aussi en sachant que dans le village, elle était connue, elle aurait pu être protégée en cas d'ennui.

De façon générale, la mobilité intercommunale est une caractéristique forte des pratiques des habitants des villes de la banlieue et de la grande périphérie parisienne qui, par leur taille mais également la proximité de Paris, ne disposent pas toutes des équipements susceptibles de satisfaire l'ensemble des besoins de leurs habitants. De surcroît, les évolutions de populations au sein de certaines d'entre elles conduisent parfois à un décalage entre l'offre de services, de commerces, et les nouvelles populations. C'est par exemple le cas à Noisy-le-Sec, où les interviewés nous ont longuement parlé du manque de librairie ou de « café sympa » auxquels ils étaient habitués à Paris :

J'ai l'habitude, je suis assez citadine (...) j'ai une course à faire, j'ai envie d'aller boire un coup quelque part, j'ai envie de prendre un bouquin pour aller dans un café, un lieu agréable, voir la vie passer, faire une petite course, t'as un petit cadeau à faire, une petite course pour un petit cadeau à faire à quelqu'un de sympa, à part le Simply, t'as rien, donc la vie de quartier, de commerce de proximité me manquait beaucoup. (Karine¹⁵)

C'est ici le décalage entre le type de commerces que souhaiterait Karine et les commerces disponibles qui est marquant, dans la mesure où il existe bien à Noisy des cafés, des magasins où faire des cadeaux... Simplement ils ne correspondent pas à l'offre

13. Hôtesse de l'air en retraite, 61 ans, mariée, arrivée à Châteaufort il y a 34 ans.

14. Agente immobilière, 45 ans, mariée, arrivée à Châteaufort il y a 13 ans.

15. Même interviewée que précédemment.

qu'elle recherche. De la même façon, la salle municipale du Raincy propose un programme culturel de spectacles, mais qui n'est pas du goût de nombreux Raincéens à fort capital culturel. Ils vont chercher ailleurs ce qui leur correspond, sans que cette mobilité soit, la plupart du temps, vécue comme une contrainte. Habiter dans une petite ville semble aller de pair avec une importante mobilité qui permet de piocher, à droite et à gauche, ce qui est nécessaire au quotidien :

Pour faire les courses courantes, on va chez Leclerc à Clichy-sous-Bois (...). Bon. Quand on veut des vêtements, on va à... Pavillons-sous-Bois. C'est à côté. Donc, pareil, on descend, on tourne à gauche, juste un petit peu plus loin, on arrive à Pavillons-sous-Bois. Et puis, quand on a des choses un peu plus importantes, il y a la Fnac... il y a tout ce qu'il faut à Rosny-sous-Bois. (Odile¹⁶)

À cela s'ajoutent les mobilités liées aux réseaux de sociabilité familiale, qui ont souvent orienté les choix résidentiels en participant au dessin du champ des possibles. Selon les lieux familiers, chacun développe sa propre carte métropolitaine des pratiques. La géographie des mobilités est ainsi en grande partie une géographie de la continuité des mobilités au-delà des mobilités résidentielles : on continue fréquemment d'aller là où l'on avait l'habitude d'aller avant.

J'y vais (à Paris), j'ai quelques boutiques, j'ai mon petit réseau. (Amélie¹⁷)

Ces mobilités permettent également d'ajuster les choix résidentiels aux idéaux. Nous l'avons souligné préalablement, les classes moyennes ont une marge de manœuvre dans leurs choix résidentiels, tout en étant contraintes car elles ne peuvent pas habiter exactement là où elles le désireraient, dans l'idéal. Les mobilités permettent ainsi de participer du monde rêvé, sans y habiter pour autant. Ainsi Maiwen¹⁸ habite à Noisy-le-Sec depuis 10 ans, après avoir vécu dans le 19^e arrondissement de Paris, dans un ensemble d'habitat social mais également dans le 18^e dans le quartier Montmartre. Si elle se sent bien à Noisy, elle aurait néanmoins préféré vivre à Paris et elle y retourne fréquemment :

(...) c'est là, quand j'ai envie de respirer un peu, je vais à Paris, je vais chez une copine, on va se manger une pizza, ou je sais pas quoi, ou je me balade, ou je vais voir une expo.

Mais elle le dit aussi, elle commence à « perdre le goût » de la capitale ; selon elle, les quartiers s'embourgeoisent et deviennent hors de sa portée ; elle n'envisage plus d'y retourner et s'ancre au contraire en banlieue. C'est un ancrage au long cours qui se profile, comme pour Isabelle à Fontenay-sous-Bois, une autre ville de la proche banlieue est :

Je me vois bien rester là. Non, disons qu'on a fait beaucoup de travaux, et je dirais que c'est une surface qui nous convient. Moi je travaille tout près, mon mari trouve son compte par rapport à son travail ; en même temps, même s'il change de lieu dans Paris, au sein de Paris, ça reste toujours accessible. Je pense que, pour les filles, c'est vrai que maintenant,

16. Enseignante à la retraite, 60 ans, mariée, deux enfants, au Raincy depuis 1977.

17. Institutrice, 46 ans, mariée, deux enfants, arrivée à Noisy il y a sept ans

18. Musicienne en milieu scolaire, 42 ans, mariée, deux enfants, arrivée à Noisy il y a six ans.

y'a un réseau de copains et de copines, ça y'est, c'est déjà fait. Le collège n'est pas très loin, y'a le lycée à côté, donc je pense qu'on peut envisager les choses sur un terme assez long, quand même. Peut-être même, après, je sais pas... Les facultés, les écoles, sur la région parisienne, y'a pas de soucis.

Les mobilités que tous expérimentent n'entravent en rien le processus d'ancrage qui les attache au quartier, au contraire même puisque finalement ces banlieusards estiment tout avoir, sinon à proximité, du moins à une distance accessible. L'ancrage se réalise par les rencontres et la création, parfois de véritables groupes d'amis, du moins de réseaux amicaux importants, par la réalisation sur place d'activités variées, par la force enfin de l'habitude :

On a des activités politiques, des activités dans les associations... on se reçoit oui... y a des amis avec qui on part en vacances et moi j'ai ma maman, qui habite juste à côté. Mon frère n'habite pas très loin non plus. On a des amis politiques, des amis tout court, notre médecin, nos habitudes... (Évelyne¹⁹)

Ancrages et évitements

En effet, même si le choix de la banlieue est parfois au départ le résultat de compromis douloureux, la plupart de ceux qui viennent y habiter travaillent à tisser des liens dans leur quartier. Les engagements locaux font qu'il devient un espace de connaissances et de reconnaissance essentiel : engagement dans des liens amicaux, nous l'avons déjà souligné, engagements associatifs aussi, ou encore politiques.

Alors pourquoi je suis restée sur Noisy ? parce que j'ai toutes mes relations sur Noisy, mes centres d'intérêt sont sur Noisy, mes amis sont sur Noisy... c'est ce qui me fait rester sur Noisy :

peut ainsi déclarer Dominique²⁰, qui fait partie du comité de jumelage de la ville avec la Mauritanie, d'une association centrée sur l'histoire de Noisy, d'une association pour la promotion du vélo dans la ville, de la section locale du réseau Education Sans Frontières ou encore du parti des Verts. Pour les jeunes parents, la Fédération des conseils de parents d'élèves FCPE est un vecteur important de rencontres :

Comment vous rencontrez ces personnes ? La crèche et l'école, c'est lié aux activités militantes parce qu'en fait les gens on les rencontre comme ça dans les événements sociaux mais aussi parce qu'on fréquente la FCPE. (Delphine)

Cependant, le rapport au local n'est pas exempt de tension. Au sein des communes enquêtées, nous avons ainsi rencontré beaucoup d'habitants fortement impliqués dans la vie locale. Cet échantillonnage ne prétend pas être représentatif de l'ensemble des habitants de ces communes, mais il apparaît pertinent si l'on centre l'attention sur les rapports au local : les personnes les plus impliquées ne sont pas nécessairement impli-

19. Directrice d'école, 50 ans, mariée, deux enfants, grandi à Noisy, est partie en 1975 et revenue en 1987.

20. Directrice de crèche en retraite, 69 ans, sans enfants, à Noisy depuis 1978.

quées dans toutes les scènes résidentielles, et un fort engagement dans certaines sphères peut coïncider avec le retrait sur d'autres. C'est par exemple le cas de catholiques de gauche, investis dans la paroisse du Raincy, ville gérée par un maire de droite, qui dans ce cadre peuvent faire montre d'un certain activisme. Mais ils se tiennent parallèlement en retrait des activités liées à la vie politique de la ville, le maire s'illustrant régulièrement par des propos provocateurs potentiellement choquants pour des esprits soucieux par ailleurs de tolérance et d'ouverture.

L'école est aussi un lieu de fortes tensions, et pour l'illustrer, nous nous attarderons sur le cas emblématique d'Aïcha²¹. Fonctionnaire municipale, elle est arrivée à Noisy à quelques mois, et y a vécu toute sa vie, mis à part une parenthèse de trois ans dans la commune proche du Pré-Saint-Gervais pour avoir son premier logement lorsqu'elle est partie de chez ses parents. Sa famille réside à Noisy. Elle y est engagée dans de nombreuses associations : une AMAP, le Réseau d'Éducation sans Frontières, une association sportive, le parti des Verts. Elle est très soucieuse de la vie de la ville, dont elle déplore la perte de dynamisme au regard de ce qu'elle a pu connaître plus jeune (elle a aujourd'hui 45 ans) :

c'est plus le petit village qu'on a connu...

Elle se décrit elle-même comme fortement engagée... et

pourquoi elle (sa fille) est scolarisée au Raincy? École privée... pourquoi? C'est contre tous mes principes, je me suis énormément posé la question.

Mais,

tous les parents qui suivaient leurs enfants ont tous fait le choix de les mettre en privé... quand on regarde au niveau du collège et lycée sur Noisy, cette mixité elle n'existe plus, les enfants viennent du même quartier pratiquement, et sont tous du même niveau social, souvent beaucoup d'enfants issus de l'immigration, très peu de Marie et Chantal comme on dit; ça a été un crève-cœur pour moi de les mettre dans le privé, parce que ce n'est pas ma conception...

De la même façon, Karine, récente emménagée sur Noisy, impliquée dans le conseil de quartier, à l'origine de l'AMAP locale, qui estime qu'« il faut s'impliquer pour que les choses bougent, il faut vivre avec sa ville », et dont la fille aînée est à l'école maternelle, défend :

la mixité c'est bien à condition qu'ils soient plusieurs, sinon ma mère... on ne va pas déménager pour l'école maternelle, mais si on n'arrive pas à faire changer les choses, on jouera perso, on fera comme tout le monde, on sera sur des systèmes de dérogation, sur des écoles, dont on sait qu'elles sont géniales. Et puis voilà, mais ce n'est pas ce dont on rêve, c'est pas notre objectif.

21. Cadre moyen à la municipalité de Noisy-le-Sec, 45 ans, célibataire, deux enfants, a toujours vécu à Noisy.

De leur propre aveu, les interviewés aimeraient garder une certaine cohérence et faire coïncider les valeurs dont ils sont porteurs avec leurs actes quotidiens. Adeptes de la prise de parole dès qu'ils en ont l'occasion, ils souhaiteraient pouvoir de cette façon changer l'école sur le plan local, et Éric nous explique que « ça va être mon combat des prochaines années » :

c'est du lobbying social, à travers la FCPE faire pression, mettre à l'ordre du jour des conseils des élus d'école de toutes les élémentaires la question de la liaison avec les collèges pour que les parents arrêtent d'être effrayés à l'idée de mettre leurs mômes au collège et qu'il y ait une liaison qui soit faite pour que ça soit moins inquiétant, c'est faire pression sur la principale du collège pour qu'elle tienne compte des inquiétudes des classes moyennes, qu'elle réalise qu'il faut faire des efforts pour les rattraper, c'est faire pression sur la mairie.

Les parents dont les enfants vont bientôt entrer au collège disent vouloir tenter d'investir le collège pour rétablir l'équilibre avec les milieux populaires dont ils estiment qu'ils sont aujourd'hui majoritaires, mettant en danger la scolarité de leurs propres enfants, une stratégie qualifiée de « colonisation » par Agnès Van Zanten (2010). Si cette stratégie de loyauté et de prise de parole ne marche pas, ces parents très impliqués par ailleurs dans certaines formes de vie locale en viendront alors, ainsi que Christelle l'a souligné, à « jouer perso » et passeront, à contrecœur à la défection.

L'ancrage local passe ainsi par la construction de groupes de parents ou de militants associatifs qui représentent à la fois des lieux d'échange et de solidarité et des lieux d'identification. Si la diversité est revendiquée comme valeur sociale et urbaine, la vivre au quotidien passe aussi par la création de formes d'entre-soi et partiellement d'évitement.

vivre dans une banlieue assez mixée, ça a un sens aussi par rapport à mon éducation, mes valeurs, même si, je m'en rends compte, on est un peu les bobos de Noisy, enfin il y a pas beaucoup de mélanges, c'est quand même un peu tous du même milieu, y a des musiciens, des instits, des informaticiens, iconographes... on est abonné au Théâtre des Bergeries, y a pas de gens de milieux défavorisés, y a pas un black, si on se regarde, on est toujours les mêmes, je fais de la gym, c'est toujours un horaire où y a des instits, en banlieue on ne se mélange pas tant que ça, finalement... au marché si, quand je vais au marché on est mélangé. (Amélie)

CONCLUSIONS

Il apparaît ainsi schématique de n'appréhender les comportements urbains des classes moyennes qu'au travers des seules figures de l'entre-soi ou de la mixité, tant les deux s'articulent dans des combinaisons qui varient selon les groupes et les histoires familiales. Nous avons mis en évidence une certaine fluidité dans les espaces sociaux qui n'implique pas pour autant la disparition des hiérarchies et spécialisations sociales. Pour les classes moyennes tout au moins, l'espace urbain reste un espace de possibilités et de choix en fonction précisément de ces divisions sociales. Dès lors, si l'espace de résidence garde toute sa valeur sociale et de classement, les classes moyennes ont comme spécificité, tout en évoluant dans un univers de contrainte qui restreint leurs

choix résidentiels, de parvenir néanmoins à utiliser les ressources d'un espace fortement diversifié, à ses différentes échelles, pour se construire un environnement résidentiel adéquat. *A contrario*, une des dimensions de la ségrégation pour les classes populaires est alors sans doute qu'elles sont beaucoup moins en capacité de jouer avec les échelles et les lieux et de mettre la contrainte à distance.

Si la ségrégation urbaine est bien le reflet d'une société hiérarchisée et de rapports de classe, elle prend forme au travers de logiques sociales qui ne se réduisent pas à un jeu mécanique mais impliquent des actions individuelles et collectives. Elle prend forme dans un espace concret qui contribue à les influencer. Ces résultats appellent à revenir sur les théories de la ségrégation urbaine pour y intégrer à la fois les notions de choix et la dimension des pratiques dans une approche multiscale.

RÉSUMÉ

Cet article se propose de revenir sur les comportements urbains des classes moyennes à partir d'un travail empirique conduit dans la métropole parisienne. Essayant de dépasser la dichotomie entre l'ouverture sociale d'un côté et recherche de l'entre-soi de l'autre, il analyse les choix résidentiels et les pratiques de l'espace des ménages à différentes échelles. Si l'espace de résidence garde toute sa valeur sociale et de classement, les classes moyennes ont comme spécificité, tout en évoluant dans un univers de contrainte, de parvenir à utiliser les ressources d'un espace fortement diversifié, à ses différentes échelles, pour se construire un environnement résidentiel adéquat. *A contrario*, une des dimensions de la ségrégation pour les classes populaires est alors sans doute qu'elles sont beaucoup moins en capacité de jouer avec les échelles et les lieux et de mettre la contrainte à distance.

Mots clés : classes moyennes, ségrégation, quartiers, trajectoires, choix résidentiels

ABSTRACT

This article intends to return to the urban middle-class behaviors from an empirical study conducted in the Parisian metropolis. Trying to overcome the dichotomy between social openness on one side and search for self-segregation on the other, it analyzes the residential choices and practices relative to space of households at different scales. If the area of residence retains its whole social and classification value, the middle classes, while operating in a world of stress, have the particularity to reach using the resources of a highly diversified, at its different scales, for build a suitable residential environment. In contrast, one of the dimensions of segregation for the popular classes is that they are probably much less able to play with scales and locations and to put the stress away.

Key words : Middle-class, segregation, neighbourhood, career paths, residential choices

RESUMEN

Este artículo busca analizar los comportamientos urbanos de las clases medias a partir de un trabajo empírico realizado en la metrópoli parisina. Más allá de la dicotomía entre apertura social, por una parte y, por otra, la búsqueda del 'entre sí mismo', se trata de analizar las opciones residenciales y las prácticas espaciales de los hogares a diferentes escalas. Si el

espacio residencial conserva todo su valor social y de jerarquización, las clases medias tienen la especificidad — transformándose a la vez en un universo de restricciones — de utilizar los recursos del espacio fuertemente diversificado en sus diferentes escalas para construirse un entorno residencial adecuado. Por el contrario, una de las dimensiones de la segregación de las clases populares es, sin duda, que se encuentran en mucha menor capacidad de jugar con las escalas y los lugares, y mantener a distancia las limitaciones.

Palabras claves : segregación, barrios, trayectorias, opciones residenciales

BIBLIOGRAPHIE

- ATTIAS-DONFUT, C. (2008), « Les grands-parents en Europe : de nouveaux soutiens de famille », *Informations sociales*, n° 149.
- AUTHIER, J.-Y. (dir.) (2010), *État des lieux sur les trajectoires résidentielles*, PUCA.
- AUTHIER, J.-Y., C. BONVALET et J.-P. LÉVY (2010), *Élire domicile, la construction sociale des choix résidentiels*, PUL.
- AUTHIER, J.-Y. et J.-P. LÉVY (2010), « L'étude des rapports résidentiels des citadins : une approche compréhensive des mobilités en milieu urbain », in J.-P. LÉVY et F. DUREAU (dir.) *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question*, Paris, L'Harmattan, p. 329-354.
- BACCAINI, B. (2002), « Navettes domicile-travail et comportements résidentiels dans l'espace francilien », in J.-P. LÉVY et F. DUREAU, *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question*, Paris, L'Harmattan.
- BACQUÉ, M.-H., É. CHARMES and S. VERMEERSCH (à paraître), « The Middle Class at Home Among the Poor », IJURR.
- BACQUÉ, M.-H. et S. VERMEERSCH (2007), *Changer la vie?, Les couches moyennes et l'héritage de Mai 68*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- 2009, « Quand les classes moyennes font territoire », in G. BAUDIN et P. BONNIN, *Faire territoire*, Paris, Éditions Recherches.
- BACQUÉ, M.-H. and Y. FIJALKOW (2011), « Social Mix as the Aim of a Controlled Gentrification Process : The Example of the Goutte d'Or District in Paris », in G. BRIDGE, T. BUTLER and L. LEES (dir.), *Mixed Communities*, Bristol, Policy Press, 2011, p.115-133.
- BAUDELOT, C., R. ESTABLET et J. MALLEMORT (1974), *La petite bourgeoisie en France*, Paris, Maspero.
- BENNANI-CHIRAIBI, G. (2009), « Exit, Voice, Loyalty », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Sciences-Po Les Presses.
- BERTAUX WIAME, I. et A. GOTMAN (1993), « Le changement de statut résidentiel comme expérience familiale », in C. BONVALET et A. GOTMAN, *Le logement, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan, p. 129-165.
- BERGER, P. et T. LUCKMANN (1996), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin.
- BIDOU, C. (1984), *Les aventuriers du quotidien*, Paris, PUF.
- BIDOU ZAKARIAN, C. (1996), « Classes populaires et classes moyennes en centre historique rénové », in N. HAUMONT (dir.), *La ville, agrégation et ségrégation sociales*, p.131-142.
- BOLTANSKI, L. (1982), *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit.
- BONVALET, C. et A. GOTMAN (1993), *Le logement, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan.
- BONVALET, C. (1993), « Le transmis et l'acquis : localisation, statut d'occupation et type d'habitat », in C. BONVALET et A. GOTMAN, *Le logement, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan, p. 23-40.
- BOSC, S., (2008), *Sociologie des classes moyennes*, Paris, La Découverte.
- BOUFFARTIGUES, P. (dir.) (2004), *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute.
- BOUFFARTIGUES, P., C. GADEA et S. POCHIC (2011), *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement?*, Paris, Armand Colin.

- CARTIER, M., I. COUTANT, O. MASCLET et Y. SIBLOT (2008), *La France des «petits moyens». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- CASTEL, R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.
- BOURDIEU, P. (1979), *La distinction*, Les Éditions de Minuit.
- CHAMBOREDON, J.-C. et M. LEMAIRE (1970), «Proximité spatiale et distance sociale», dans *Revue française de sociologie*, XI, p. 3-33.
- CHARMES, E. (2011), *La ville émiétée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, PUF.
- COING, H. (1966), *Rénovation urbaine et changement social. L'ilot n° 4 (Paris 13^e)*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- CHARLES, C. (2003), «Les classes moyennes en France: discours pluriel et histoire singulière (1870-2000)», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 50 (4), p. 108-134.
- CHAUVEL, L. (2001), «Le retour des classes sociales?», *Revue de l'OFCE*, n° 79, p. 315-359.
- CHAUVEL, L. (2006), *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Éditions du Seuil.
- DAGNAUD, M. (1982), «La classe «d'alternative». Réflexion sur les acteurs du changement social dans les sociétés modernes», *Sociologie du travail*, n° 4, p. 384-405.
- DIRN, L. (1990), *La société française en tendances*, Paris, PUF.
- DONZELOT, J. (2004), «La ville à trois vitesses. Gentrification, relégation, périurbanisation», *Esprit*, n° 3-4.
- DUBET, F. (1994), *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil.
- GANS, H. (1962), *The Urban Villagers, Group and Class in the Life of Italian-Americans*, New York, Free Press.
- GOULDNER, A. W. (1979), *The Future of Intellectuals and the Rise of the New Class*, New York, Seabury Press.
- GRAFMEYER, Y. (1994b), «Regards sociologiques sur la ségrégation», in J. BRUN et C. RHEIN (dir.), (1994), *La ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan.
- GRAFMEYER, Y. (1999), «La coexistence en milieu urbain: échanges, conflits, transactions», *Recherches sociologiques*, vol. xxx (1), p.157-176.
- GRAFMEYER, Y. (1994), *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan.
- HAUMONT, A. et I. CHESNEAU (2005), «La mixité sociale programmée dans les villes nouvelles: Marne-la-Vallée et Cergy-Pontoise», *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 98, p. 83-87.
- HIRSCHMAN, A. (1970), *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, MA, Harvard University Press; traduction 2011, *Défection et prise de parole*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- LAHIRE, B. (2004), *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte.
- LIEPIETZ, A. (1998), *La société en sablier*, Paris, La Découverte.
- LOJKINE, J. (2005), *L'adieu à la classe moyenne*, Paris, La Dispute.
- MALLET, S. (1969), *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Le Seuil.
- MAURIN, E. (2004), *Le ghetto français, Enquête sur le séparatisme social*, Paris, Éditions du Seuil.
- MAURIN, E. (2009), *La peur du déclassement, une sociologie des récessions*, Paris, Éditions du Seuil.
- MENDRAS, H. (1988), *La Seconde Révolution française. 1965-1984*, Paris, Gallimard.
- OGG, J. (2010), «Mobilité et choix résidentiel en Grande-Bretagne», in J.-Y. AUTHIER, C. BONVALET et J.-P. LÉVY, *Élire domicile, la construction sociale des choix résidentiels*, PUL.
- Peugny, C. (2009), *Le déclassement*, Paris, Grasset.
- PINÇON-CHARLOT, M. et M. PINÇON (2000), *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte.
- PRÉTECEILLE, E. (2009) «La ségrégation ethno-raciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne?», *Revue française de sociologie*.
- REMY, J. (1996), «Mobilités et ancrages, vers une nouvelle définition de la ville», in M. HIRSCHORN et J.-M. BERTHELOT (dir.), *Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spécialisation?*, Paris, L'Harmattan.
- RUHLMANN, J. (2001), *Ni bourgeois ni prolétaires, la défense des classes moyennes en France au xx^e siècle*, Paris, Seuil.

- SMITH, N. (1986), *Gentrification of the City*, George, Allen and Unwin, London (édité avec Peter Williams).
- VAN ZANTEN, A. (2010), « Déménager ou "coloniser" le collège du quartier ? Les choix résidentiels et scolaires des classes moyennes supérieures dans la banlieue parisienne », in J.-Y. AUTHIER, C. BONVALET et J.-P. LÉVY (2010), *Élire domicile, la construction sociale des choix résidentiels*, PUL, p. 149-167.
- VERMEERSCH, S. (2011a), « Bien vivre au delà du « périph » : les compromis des classes moyennes », *Sociétés contemporaines*, n° 83, p.131-154.
- 2011b, « Les « classes moyennes », du social au spatial : retour sur un glissement dans les catégories savantes », in I. Backouche, F. Ripoll, S. Tissot et V. Veschambre, *Espaces hérités, espaces enjeux*, Rennes, PUR.